

Comité de Soutien aux Cheminot·e·s et de Défense des Services Publics

Salarié·e·s, chômeur·euse·s, précaires, étudiant·e·s ou retraité·e·s, nous affirmons notre pleine et entière solidarité avec les **cheminot·e·s en lutte pour défendre le service public du rail.**

Usager·e·s du train, nous refusons que nos besoins ou nos choix de déplacements soient instrumentalisés par une campagne idéologique antigère et anti-SNCF.

Rétablissons les faits !

La dette est aujourd'hui brandie par le gouvernement pour justifier sa contre-réforme. Mais la dette est en réalité le produit du désengagement de l'Etat depuis des décennies et de choix de grandes infrastructures type lignes à grande vitesse imposés par les gouvernements successifs.

Le statut des cheminot·e·s est montré du doigt par le gouvernement. Mais le statut n'est pas responsable des retards, des dysfonctionnements, des pannes... Les cheminot·e·s ne sont pas des privilégié·e·s, des nanti·e·s, ce sont des salarié·e·s qui travaillent dans des conditions pénibles (horaires décalés, loin de chez eux, la nuit, le week-end, les jours fériés...), cotisent 42,5 ans pour une retraite à taux plein et touchent des salaires équivalents à ce qui se fait ailleurs. Le statut est au contraire la garantie d'une continuité et d'une stabilité dans le fonctionnement du service public. L'encadrement de la durée et de la pénibilité du travail est décisif du point de vue de la sécurité de tou·te·s.

La fermeture de 9000 km de lignes régionales est déléguée aux régions. La suppression des lignes de desserte locale, au motif qu'elle ne seraient pas rentables, signe la fin de l'aménagement du territoire et du service public, elle ne peut que renforcer les inégalités et accroître la circulation automobile. Rappelons que dans le rapport Spinetta, Cherbourg n'est plus desservi par le train ! C'est une aberration sociale et écologique, et une énième attaque contre les territoires ruraux.

Le Fret est ouvert à la concurrence depuis plus de 10 ans. La part du transport de marchandise par le rail est tombé en dessous des 10 % au profit de la route. Pendant que des centaines de locomotives pourrissent à Sotteville, toujours plus de camions sur les routes, c'est toujours plus de pollution, de changement climatique, d'accidents...

La privatisation, mise en œuvre au Royaume-Uni s'est traduite par des accidents, des retards, des tarifs fortement augmentés et une désorganisation du service. Aujourd'hui les enquêtes d'opinion outre-manche montrent qu'une très large majorité de la population est favorable à une renationalisation. Le gouvernement français affirme que le changement de statut (d'EPIC à Société Anonyme) n'est pas la privatisation, pourtant les télécoms, la poste ou EDF sont déjà passés par là !

L'avenir de la SNCF nous concerne toutes et tous !

C'est la nature même de la société dans laquelle nous voulons vivre qui est en question. La société de concurrence de tou·te·s contre tou·te·s voulue par Macron est une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics auraient disparu, où l'inégalité de traitement des territoires serait la règle. De cette société, faisons entendre à Macron que nous n'en voulons pas !

La raison d'être des services publics n'est pas d'être rentables mais d'être socialement utiles.

Pour une société plus juste, plus solidaire, plus égalitaire nous voulons à la fois des droits sociaux protecteurs, une protection sociale étendue, des services publics de qualité...

Nous devons nous battre ENSEMBLE !

Et puis de plus en plus d'économistes s'accordent à dire que la concurrence est inefficace pour faire baisser les prix.



C'est le monopole public du rail qui permet de faire des économies d'échelles.

Plus le service a de passagers, plus le coût par usager est bas. Les économies faites sur les lignes fréquentées permettent de financer les autres... et pas les actionnaires !

Le gouvernement Macron cible le « statut » des cheminot·e·s dans le but de remettre en cause toutes les garanties collectives, toutes les conquêtes sociales, dans le secteur privé tout autant que dans les services publics avec, par exemple, la santé indexée sur la rentabilité et la mise en place de la sélection pour l'entrée à l'université.

En s'en prenant aux cheminot·e·s, il espère faire un exemple, casser tout esprit de résistance face à sa volonté de restructurer en profondeur la société française pour y appliquer les recettes néolibérales.

Après la loi travail qui a considérablement affaibli les droits des salarié·e·s du secteur privé, c'est maintenant au tour des salarié·e·s à statut, cheminot·e·s et fonctionnaires, d'être dans le viseur du gouvernement.

La lutte engagée est décisive pour la SNCF, pour les services publics, pour les droits collectifs de tou·te·s

Ce n'est qu'ensemble, uni·e·s et déterminé·e·s, que nous vaincrons.

*Le Comité de Soutien aux Cheminot·e·s
et de Défense des Services Publics
appelle à participer massivement au*

RASSEMBLEMENT UNITAIRE (CGT, SUD, UNSA, CFDT, FO)

samedi 14 avril 2018 à 10h30

Cours Clémenceau

Pour contacter le Comité : cscdsp@laposte.net

Prochaine réunion : Mardi 10 Avril à 18h, 259bis rue Pierre Corneille – Sotteville-lès-Rouen